

## Histoire de l'Institut d'urbanisme de Paris

---

L'Institut d'urbanisme de Paris est l'héritier d'une des plus longues traditions d'enseignement de l'urbanisme en France. Si ses pères fondateurs (Marcel Poète, le « savant » et historien, et Henri Sellier, le politique et administrateur) sont deux fortes personnalités de l'histoire de l'urbanisme français, l'histoire de cette institution révèle quelques enjeux d'une discipline aux facettes multiples.

### ■ Les origines : de l'École des Hautes Études Urbaines à l'Institut d'Urbanisme de l'Université de Paris

Les origines de l'Institut d'Urbanisme de l'Université de Paris s'inscrivent dans le contexte institutionnel et intellectuel du début du XX<sup>ème</sup> siècle, qui voit s'élaborer dans toute l'Europe un ensemble d'idées, mais aussi de pratiques opérationnelles de l'aménagement urbain.

L'émergence de la question du logement durant le XIX<sup>ème</sup> siècle, et surtout les premières grandes initiatives en matière d'habitat social (le "logement à bon marché"), la réflexion menée à Paris sur l'extension de l'agglomération et les services et équipements urbains en banlieue (le système de transport collectif, avec le chantier du métro), ou le débat autour de la destruction de l'enceinte défensive parisienne débouchant sur la question des "espaces libres" renouvellent considérablement les réflexions sur la ville à l'aube du XX<sup>e</sup> siècle.

L'apparition du vocable "urbanisme" juste avant la Guerre en est un indicateur, ainsi que la naissance de la Société Française des Architectes Urbanistes. Le Musée Social surtout (à travers sa Section d'Hygiène Urbaine et Rurale) permet la rencontre d'un patronat attentif à la "question sociale", de militants engagés dans l'action sociale, de techniciens (architectes, ingénieurs...), ainsi que d'intellectuels plus ou moins liés à l'administration et à l'Université, bref la synthèse d'une élite réformatrice, qui portera l'idée nouvelle d'urbanisme sous la troisième République.

Si la Grande Guerre a retardé la constitution de ce champ de l'intervention publique, sa conclusion permet aussi sa cristallisation institutionnelle et réglementaire: la reconstruction des villes détruites devient une grande cause nationale et l'occasion de mener une réflexion plus globale et inédite sur le fait urbain.

En 1919 est adoptée la première grande loi française en matière d'urbanisme, demandant aux villes sinistrées mais aussi aux grandes villes, à celles dont la croissance est forte et à celles ayant un intérêt historique ou une vocation touristique ou thermale, de se doter de plans d'aménagement, embellissement et extension (loi Cornudet). L'École de Hautes Études Urbaines est créée la même année, à initiative du Conseil Général de la Seine, comme élément d'un dispositif cohérent en matière d'urbanisme qui va subsister durant tout l'entre-deux guerres. (voir le texte fondateur de l'EHEU)

Sa fonction est d'enseigner, approfondir et divulguer les idées nouvelles de l'"urbanisme", conçu à ce moment comme une véritable cause sociale. Sa revue, *La Vie Urbaine*, publie des travaux sur les différents aspects du fait urbain; elle sera jusqu'en 1977 (avec une interruption de 1940 à 1950) le reflet des idées et recherches portées par l'institution.

Cette école, créée par de fortes personnalités parfois en marge de l'Université, décide d'associer plusieurs disciplines, notamment celles qui étaient présentes au sein de l'Institut d'Histoire, de Géographie et d'Économie Urbaines fondé par Marcel Poète à la Bibliothèque Historique de la Ville de Paris en 1916 (dont on peut faire volontiers l'institution mère de l'EHEU). A une époque où se constituent de façon tranchée et exclusive, au sein de la Sorbonne les disciplines universitaires, cette entreprise est particulièrement originale.

L'historien chartiste Marcel Poète, premier directeur, y enseigne l'"évolution des villes", Édouard Fuster leur "organisation sociale", Gaston Jèze, juriste, leur "organisation administrative" et Auguste Brugemann, qui sera directeur à la suite de Poète jusqu'en 1937, leur "organisation économique" (programme de 1926). Enfin, le cours "Arts et techniques de la construction des villes" sera assuré tour à tour par des architectes-urbanistes aussi renommés que Léon Jaussely, Louis Bonnier, Jacques Greber et Henri Prost. Des "conférences annexes" portent sur "l'hygiène de l'habitation" (M. Guilhaud), "l'organisation des services publics dans la banlieue parisienne" (Henri Sellier), les "questions législatives actuelles sur l'organisation des capitales" (Joseph Barthélémy), "l'autonomie communale à l'étranger", "le maintien de l'ordre dans la cité" (Louis Rolland), l'art de l'ingénieur municipal (François Sentenac) ou "le municipalisme" (William Oualid).

Bien que peu présent dans les enseignements, Henri Sellier est une des personnalités les plus marquantes de l'équipe : le maire socialiste de Suresnes, grand militant de l'habitat social, assure le lien entre l'Institut et le Conseil Général de la Seine, et plus globalement le corps politique.

Si la pluridisciplinarité universitaire est une des grandes originalités de cette institution, sa volonté de se situer à l'interface des savoirs académique, techniques et de la décision attire l'attention dans le paysage intellectuel de l'époque. Outre le Diplôme de l'École, débouchant sur la présentation d'une thèse d'urbanisme, une Section de Perfectionnement administratif, rapidement organisée sous le nom d'École Nationale d'Administration Municipale, assure une formation continue pour les fonctionnaires municipaux des communes urbaines et de banlieue.

En 1924, l'École des Hautes Études Urbaines intègre la Sorbonne en 1924, et devient l'Institut d'Urbanisme de l'Université de Paris. Rattaché à la faculté de droit, la dimension juridique sera fortement présente dans les années 30.

Ce statut confère cependant à l'Institut une certaine autonomie administrative et pédagogique. Peu de modifications sont apportées jusqu'aux années 40: le déménagement rue Michelet, dans les locaux de l'Institut d'Art indique peut-être l'affirmation d'une sensibilité "Beaux-Arts" en matière d'aménagement urbain...

Les années 30 sont aussi celles des grands plans développant la loi Cornudet : grands tracés, mais aussi affirmation d'un certain zonage et passage progressif à un aménagement d'échelle régionale. Le prestige international de l'Institut est grand: les longues listes d'étudiants étrangers des années 20-30 en témoignent. A l'époque des fascismes, Paris est à la fois une capitale intellectuelle et un modèle de métropole pour les élites réformatrices. Le dernier directeur (1937-1940), juif, de cette grande époque, l'agrégé d'économie politique William Oualid, est écarté pendant l'Occupation.

## ■1940-1972

L'historien d'art et de l'urbanisme, élève de Marcel Poète, Pierre Lavedan, directeur depuis la guerre jusqu'en 1964, est la forte personnalité de cette période.

L'enseignement se divise maintenant en "enseignements généraux", assurés par des universitaires, et "enseignements techniques", assurés par des architectes, ingénieurs, géomètres. Dans la première catégorie on trouve toujours l'histoire -qui redevient le domaine du directeur comme elle l'avait été avec Marcel Poète- ainsi que le droit (le juriste Burdeau), l'hygiène des villes (le Docteur Hazemann), et la sociologie urbaine (le géographe Maximilien Sorre).

La géographie urbaine est la principale nouveauté (Clozier, Georges Chabot auxquels succéderont Jacqueline Beaujeu-Garnier et Philippe Pinchemel). Dans le second groupe Chappey, André Gutton, Jean Royer et surtout Robert Auzelle enseignent la "composition de plans" ou "composition urbaine". L'art des jardins est également présent. Quelques grandes figures d'avant guerre (Sentenac, Jacques Greber) sont encore là, notamment au sein l'Ecole Nationale d'Administration Municipale -qui tend à se couper de plus en plus de l'Institut.

L'Institut d'Urbanisme évolue-t-il moins vite que le contexte institutionnel et socio-économique qui le porte? Les nationalisations de la Libération, la planification et les débuts de l'aménagement du territoire, la reconstruction (et le ministère du même nom), l'urbanisation massive des 20 premières Glorieuses et la génération des grands ensembles constituent peut-être des changements trop rapides pour une institution encore imprégnée des bonnes intentions réformatrices de la Troisième République. L'institution conserve son prestige national et international, attirant de plus en plus d'étudiants, mais manquera de disparaître dans les événements de mai 68.

Pierre Lavedan n'est plus directeur quand éclate mai 68. Son successeur depuis 1964, le juriste Georges Burdeau et son équipe pédagogique pourtant largement renouvelée dans les années 60, engagent la réforme des enseignements et du mode de fonctionnement, en liaison avec la création du Ministère de l'Equipement en 1966-67. Mais ils ne peuvent empêcher la remise en cause profonde de la structure et du message pédagogique de l'Institut en mai 68.

L'urbanisme, comme pratique réformatrice et éventuellement technocratique est dans le collimateur de la critique radicale exprimée par la génération d'Henri Lefebvre et Hubert Tonka -tous deux enseignants de l'IUUP- et de la sociologie urbaine marxiste.

Quand éclate La Sorbonne, l'Institut est rattaché à la nouvelle Université de Paris IX-Dauphine, dominée par l'économie. L'énarque Robert de Caumont en est le directeur, et une nouvelle équipe pédagogique se constitue, intégrant les acquis critiques de mai 68. Le désormais "Institut d'Urbanisme de Paris" n'y trouvera pas pour autant un nouvel équilibre: la question du nombre d'étudiants recrutés (la polémique sur le "numerus clausus" est aussi celle de la sélection à l'entrée de l'Université), la position ambiguë de cette lourde unité au sein de l'Université de rattachement, ou le statut des enseignants et le rôle des extérieurs dans les instances qui gèrent l'Institut demeurent des points de friction. Devant l'impossibilité d'assurer le service d'enseignement, la dissolution de l'IUP est votée par son conseil de gestion.

## ■1972-2002 : L'Institut d'Urbanisme de Paris à Créteil

En 1972, l'Institut, devenu UER de troisième cycle, est rattaché à l'Université de Paris-XII-Créteil consacrée à l'étude "de l'environnement sous tous ses aspects". Malgré d'indéniables pertes, une partie des archives administratives, du fonds documentaire ancien, le service cartographique et photographique sont transférés sur le nouveau site, par ailleurs emblématique de la politique urbaine menée en région parisienne dans le cadre du Schéma Directeur.

Le premier directeur de l'IUP à Créteil (René Houin, de 1972 à 1976) est enseignant en médecine. L'ingénieur des Ponts Gabriel Dupuy (1976-80), le géographe Claude Chaline (80-84), Husser (84-85), Pierre Mazzolini (ingénieur des Ponts, 1985-90), Marcel Roncayolo (géographe-historien, 1990-95), Jean Bouinot (géographe et gestion, 1995-97), Laurent Davezies (économiste, 1997-2001), Jean-Claude Driant (géographe, 2001-06), Georges Knaebel (sociologue, depuis mars 2006) sont les directeurs successifs de l'IUP, à Créteil.

Les orientations pédagogiques et scientifiques des années 70 sont d'abord un renforcement des disciplines et des savoirs "techniques" de l'urbanisme (droit, génie urbain, transports...), ce qui contribue sans doute à ce moment à nourrir une image "technocratique" de l'Institut, qui le singularise des autres lieux d'enseignement de l'urbanisme apparus depuis 1968 (département d'urbanisme de l'Université de Vincennes, devenu depuis Institut Français d'Urbanisme, cycle supérieur d'aménagement et d'urbanisme de l'Institut d'Etudes Politiques, Institut d'Urbanisme de Grenoble ou Institut d'Aménagement Régional d'Aix-en-Provence...).

A ces disciplines s'ajoutent l'économie urbaine et foncière, les finances locales et la gestion urbaine. Parmi les sciences humaines, si la géographie est présente dès le début; l'anthropologie et surtout la sociologie vont s'affirmer rapidement, suivies par d'autres disciplines (démographie, histoire...).

Le nombre important de postes (23) par rapport aux autres structures d'enseignement en urbanisme et aménagement, mais aussi la politique de recrutement des étudiants et enseignants ainsi que la diversité des structures de recherche, permettent à l'IUP de couvrir la plupart des disciplines constitutives de l'urbanisme.

Des liens importants avec les milieux professionnels (ville de Créteil, Villes Nouvelles, IAURIF, bureaux d'études publics...), l'initiative de certains enseignants et le recrutement d'architectes permettent de greffer sur cette structure universitaire des activités pratiques de type "atelier".

Une conséquence du rattachement universitaire est le développement d'une activité de recherche importante, un temps structurée de façon unitaire et à partir de contrats, puis dans différentes équipes de recherche (le LEDALOR, LRVTM, L'OEIL, le CREPPE, le CRETUES, Vie Urbaine-LOUEST, le CRETEIL). La spécificité de la discipline enseignée (l'urbanisme), ainsi que les recrutements d'enseignants dans les années 70 en provenance du BETURE expliquent le caractère original de cette activité de recherche au sein de l'Université et dans des domaines proches des sciences humaines. La recherche-étude pratiquée à l'Institut entend répondre à la fois à la demande sociale et institutionnelle et aux orientations de la recherche urbaine, à l'interface de la recherche fondamentale et de la recherche appliquée.

Le DIUP, diplôme historique de l'Institut mais non reconnu nationalement, existe jusqu'en 1992. On peut dire que le DESS Urbanisme et Gestion des Villes prend alors sa suite, avec ses trois domaines d'approfondissements (développement local, logement-habitat devenu habitat et politiques

urbaines, et composition urbaine devenu maîtrise urbaine), configurés dès 1988 comme deuxième année de l'ancien diplôme. Mais par ailleurs, la DIUP intègre aussi depuis ses origines jusqu'à la rupture de 1968 une dimension "recherche" -ou du moins "étude"- pratiquée en deuxième année et concrétisée par la soutenance d'une "thèse d'urbanisme". Avec la mise en place du dispositif DEA-doctorat (1975), la filière "recherche" se sépare progressivement de la filière "professionnelle", à laquelle va s'identifier progressivement le DIUP, comportant stages et ateliers.

En 1985, le DEA transport est créé. Au DEA généraliste Politiques Urbaines, Aménagement et Gestion de l'Espace succède en 1996 le DEA "L'urbanisme et ses territoires", dont les trois options ("Stratégies Territoriales en Europe", "Systèmes d'habitat" et "La ville vulnérable" devenue "Recomposition des savoirs et des pratiques") rappellent les trois "domaines d'approfondissement" du DESS, c'est-à-dire trois sensibilités pédagogiques et scientifiques caractéristiques de cette "maison" dans les années 80 et 90. La très ancienne tradition de formation continue, portée pendant plusieurs années par le CEFRAL, est relayée par le Diplôme Universitaire Insertion par l'Economique et Développement Territorial, et par un DESS Maîtrise d'ouvrage des projets urbains. Enfin un DESS Programmation, organisé en partenariat avec l'Ecole d'architecture Paris-Val de Seine, est ouvert en 2001.

Au moment de la réforme LMD (Licence, Master, Doctorat), l'ensemble de ces formations sont regroupées dans la mention Urbanisme d'un master Urbanisme et territoires, comportant aussi la mention Cités et mobilités ainsi que Géographie et Géomarketing. Cette mention comporte de nombreux « parcours », ayant vocation à se regrouper en deux « spécialités » (l'une orientée vers le projet et l'espace, l'autre vers les politiques publiques et les territoires).

Avec 450 étudiants inscrits dans ses différents diplômes, cet institut est aujourd'hui le plus important centre de formation de troisième cycle à l'urbanisme en France. Selon la politique engagée par Paris 12 Val-de-Marne, c'est à l'Université Paris Est que sera bientôt rattaché cet ensemble.

Enfin, après 28 années de présence au Centre multidisciplinaire de l'Université de Paris XII, et un court passage (2000-05) dans l'immeuble La Pyramide, situé toujours sur l'avenue du Général De Gaulle à Créteil, cet Institut s'installe en 2005, et pour la première fois de son histoire, dans un bâtiment dédié, construit par l'Université sur le campus du Mail des Mèches, à proximité du métro Créteil-Université. C'est ici qu'il poursuit sa mission entamée il y a bientôt un siècle dans le centre de Paris.

(Histoire de l'IUP - Eléments chronologiques, par Laurent COUDROY de LILLE, 1997, révisé en 2002)

## Voir aussi

---

[> Un ancien institut... une nouvelle ville](#)

*mise à jour le 21 mars 2012*